



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction interministérielle de l'animation
territoriale**

Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ N° 41-2026-01-29-00001

portant mise en demeure de la communauté d'agglomération de Blois Agglopolys de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 04.1279 du 2 avril 2004 applicables à l'usine d'eau potable qu'elle exploite au 18, levée des Tuileries, à Blois

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

Vu le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Joseph ZIMET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.1279 du 2 avril 2004 modifié autorisant la modification des installations de l'usine des eaux sise levée des Tuileries à Blois en vue de la restructuration de la filière de traitement de l'eau potable de la ville de Blois, notamment son article 3.1.3.3 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2025-08-25-00002 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

Vu le rapport de l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) transmis à l'exploitant par courrier du 6 novembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier reçu par l'exploitant le 10 novembre 2025 l'informant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il disposait pour formuler ses observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

Vu les observations de l'exploitant du 13 janvier 2026 sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant que, lors de sa visite du 15 octobre 2025, l'inspectrice de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pu justifier que les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à des dispositifs assurant un confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 60 m³ pour 500 m² de bâtiments ;

Considérant que cette situation constitue un manquement aux dispositions de l'article 3.1.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 avril 2004 susvisé ;

Considérant que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la communauté d'agglomération de Blois Agglopolys de respecter les dispositions de l'article 3.1.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 avril 2004 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure et délais de mise en œuvre

La communauté d'agglomération de Blois-Agglopolys exploitant une usine d'eau potable sise Levée des Tuileries, à Blois, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1.3.3 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 susvisé :

- en mettant ses réseaux d'assainissement en état de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) et
- en les raccordant à des dispositifs assurant un confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 60 m³ pour 500 m² de bâtiments.

La mise en conformité interviendra dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier du respect de cette disposition, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées :

- sous un délai de 2 mois : une étude de conception et de dimensionnement des installations de recueil et confinement des eaux polluées en cas d'incendie ou d'accident ;
- sous un délai de 4 mois : la solution retenue associée à un devis signé et un échéancier des travaux ;
- sous un délai de 6 mois : la notification du démarrage des travaux de mise en conformité accompagnée des éléments justificatifs nécessaires (photos ...) ;
- sous un délai de 12 mois : la notification de la finalisation des travaux permettant le recueil et le confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie, accompagnée des éléments justificatifs nécessaires (rapport de fin de travaux, factures, photos ...).

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification – Publication

Le présent arrêté sera :

- notifié à la communauté d'agglomération de Blois-Agglopolys par lettre recommandée avec accusé de réception,
- inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher,
- publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant au moins deux mois.

Une copie en sera adressée :


- au maire de Blois,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de Blois, et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **29 JAN. 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Faustin GADEN

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé au préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 Blois cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé de l'environnement - Direction Générale de la Prévention des Risques - Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 La Défense cedex

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr